

PANDÉMIE COVID 19 ET ACTIVITÉ BANCAIRE (3)

Pour un déconfinement progressif, protecteur et efficace

La crise sociale et économique, consécutive à 55 jours de quasi-mise à l'arrêt du pays, ne fait que commencer. Ses conséquences seront lourdes et durables. La réussite de la relance de l'activité est vitale. Cependant, oublier que le virus circule toujours, relâcher notre vigilance et brûler les étapes conduirait d'abord à mettre en danger la population, ensuite à compromettre l'atteinte de l'objectif. D'autant plus que l'explicable refus des pouvoirs publics de mettre en œuvre une large campagne de détection décalerait de 15 jours le suivi sanitaire des effets du déconfinement. Par l'engagement de ses personnels, la banque a assuré la continuité de son activité. Les Caisses d'Épargne peuvent désormais faire de cette crise sanitaire une opportunité.

LA SOLUTION DU TÉLÉTRAVAIL DOIT ÊTRE MAINTENUE

Comme souvent, la contrainte a favorisé l'innovation. Au plan technique, la performance est remarquable. Au plan culturel, il reste encore du chemin à parcourir. Toutefois, preuve a été faite que des collaborateurs équipés, formés et accompagnés étaient en mesure d'accomplir pleinement leurs missions, y compris commerciales, en télétravail. Il est essentiel que ces acquis soient préservés et valorisés, d'abord lors de cette première étape du déconfinement mais aussi dans la durée.

Il est tout autant essentiel que le développement futur du télétravail s'effectue dans un cadre négocié entre les partenaires sociaux. Pour l'heure, il s'agit d'utiliser cet outil pour sécuriser au mieux cette première phase du déconfinement et respecter, dans toutes nos activités, tant la jauge de présence autorisée sur site que la distanciation.

L'APPLICATION STRICTE DES GESTES « BARRIÈRE »

La forte implication des équipes militantes SU-UNSA lors des échanges préparatoires au déconfinement a globalement permis d'aboutir à la mise en place de moyens de protection à priori adaptés : masques, visières, Plexiglass, marquages au sol, filtrage des accès. Malheureusement, dès le premier jour nous avons constaté des situations aussi graves qu'inexcusables, notamment :

- ➔ Masques fournis par les entreprises :
 - parfois non homologués voire en kit
 - à laver avant 1ère utilisation mais livrés le jour même et sans solution de substitution
 - en défaut de livraison agences ou sites administratifs... sans mesure particulière temporaire
- ➔ Absence de masques pour les clients qui ne respectent pas la consigne de base de venir « équipés »

- ➔ Acceptation de laisser entrer et servir un client refusant le port du masque
- ➔ Marquages au sol et signalétique inopérants
- ➔ Défaut de limitation du nombre de clients présents dans un bureau

Ces dérives proviennent à la fois de manquements identifiés et plus globalement d'une sous-estimation globale, par les employeurs, des risques inhérents à cette première phase. Nous réaffirmons notre préconisation d'application scrupuleuse des règles de jauge, de distanciation et de port du masque à l'intérieur des sites comme des agences par les collaborateurs et par les clients.

L'INDISPENSABLE FILTRAGE DE L'ACCÈS AUX AGENCES

Durant cette première phase, filtrer l'accès des agences est indispensable. Il est en effet impossible de garantir la jauge et la distanciation sans régulation à l'entrée. Le masque ne constitue une protection efficace que lorsqu'il est porté par les 2 interlocuteurs. Il n'est pas responsable de laisser pénétrer des clients non masqués : comment s'en assurer sans filtrage ? De surcroît, cette mise en danger des clients et des collaborateurs ne garantit en rien une reprise du business.

QUAND LE DIALOGUE SOCIAL RELÈVE DU MONOLOGUE

La concertation selon les employeurs consiste le plus souvent à attendre des IRP qu'elles valident leur projet initial. Les enjeux du déconfinement et de la relance de l'activité méritent mieux. Le SU-UNSA appelle à nouveau au dialogue, au seul service de l'intérêt général. Pour négocier ensemble ce virage dangereux du déconfinement, il s'agit de faire preuve de bon sens, de mesure et de responsabilité partagée. En revanche, si ici ou là nos propositions ne sont pas entendues, nous prendrons toutes mesures adaptées pour faire assurer au mieux la sécurité de nos collègues et de nos clients.

Se protéger, c'est aussi protéger les autres !

Bientôt, nous l'espérons, l'annonce de la maîtrise de la pandémie sera faite. Il sera alors temps de tirer toutes les leçons, même si la vigilance restera longtemps de mise. Aujourd'hui, le temps est venu de reconnaître les efforts fournis et les risques encourus par celles et ceux qui ont assuré vaillamment la poursuite de l'activité des Caisses d'Épargne !

*Le Secrétariat National du Syndicat Unifié-Unsa,
Philippe BERGAMO, Jean-David CAMUS, Philippe CAZEAU,
Patricia COTTARD, Philippe DONVITO et François-Xavier JOLICARD*

